

LE RÉSEAU FOI ET JUSTICE AFRIQUE-EUROPE

Georges Riffault est missionnaire d'Afrique (Père blanc). Il a passé vingt-neuf ans au Mali et au Burkina Faso. Il est secrétaire de l'antenne de Paris du Réseau Foi et Justice Afrique-Europe depuis 1999. Il nous présente ce réseau dont font également partie les Sœurs et les Frères Missionnaires des Campagnes.

Le Réseau Foi et Justice Afrique-Europe, réunit cinquante-et-une congrégations religieuses et instituts missionnaires d'origine européenne, présents en Afrique et à Madagascar. En 1988, ils décident d'agir ensemble dans le domaine de la justice, de la paix et de la défense de l'intégrité de la création. Pour un engagement efficace on ne peut plus aujourd'hui agir seul. Il faut unir nos forces pour collaborer résolument avec les représentants de la société civile et toutes les organisations de solidarité du Nord et du Sud.

Nous avons pris conscience de la nécessité d'être présents non seulement en Afrique, au sein des populations qui souffrent, mais aussi en Europe même, pour influencer sur ceux qui prennent les décisions qui engagent l'Afrique ; ainsi, par exemple, pour la question des médicaments génériques, de la dette, du commerce des armes, ou des décisions que prend l'Organisation mondiale du commerce (OMC) etc.

Les actions menées

L'ensemble des Antennes européennes du Réseau se réunit deux fois par an à Bruxelles pour définir leurs priorités et coordonner leurs activités. Chaque Antenne garde sa spécificité dans l'organisation et le choix des actions à mener. Toutes se retrouvent actuellement autour de trois priorités d'actions :

.Le suivi des annulations de la dette et le financement du développement.

.Le contrôle du commerce des armes, pour obtenir davantage de transparence et une meilleure régulation.

.La réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) notamment dans son mode de fonctionnement et par rapport à certaines de ses interventions abusives et néfastes. Il s'agit de la rendre plus attentive au respect des droits humains, sociaux et environnementaux et dépendante des organismes de l'ONU.

L'antenne de Paris

Pour assurer le suivi de ces trois priorités, l'Antenne de Paris mène ses propres actions, seule ou au sein de collectifs d'associations. Il lui arrive aussi de participer à des actions initiées par d'autres. Par exemple, en 2001 :

.Nous sommes intervenus auprès de l'Union Européenne pour stopper une livraison de riz à la République Centrafricaine, alors qu'un vaste projet de culture de riz était justement en cours dans ce pays.

.Nous avons participé à une campagne de signatures lancée en France par Médecins sans frontières pour demander à trente-neuf compagnies pharmaceutiques de retirer leur plainte contre l'Afrique du Sud qui voulait fabriquer ou importer des médicaments essentiels contre le virus du sida.

.A la demande d'une association basée à Accra au Ghana, nous avons écrit et fait écrire aux responsables politiques de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) et de la France pour qu'ils prolongent un moratoire portant sur le commerce des armes dans la région.

Des actions en cours pour 2002

Une campagne « Sauvons le coton » pour relayer auprès de la société civile et des institutions internationales l'appel lancé sur internet par les producteurs de coton africains (voir encadré). De Bruxelles Monsieur Pascal Lamy a répondu à nos différents courriers en disant : « *Je souhaite vous*

assurer que l'élaboration de règles favorables aux pays en développement figure au coeur des objectifs poursuivis par la Communauté Européenne dans les enceintes commerciales internationales (...) La réduction des subventions allouées aux producteurs agricoles, notamment aux producteurs de coton, figurera au programme des discussions qui devront aboutir d'ici 2005.

Il va sans dire que je ferai de mon mieux pour que les intérêts des pays en développement, et en particulier ceux de nos partenaires de l'Afrique subsaharienne, soient pris en considération tout au long de ce processus. » (15 mars 2002)

.D'autres actions oeuvrent pour la défense du droit de propriété intellectuelle des Etats africains et de leurs communautés villageoises. Elles concernent les richesses génétiques contenues dans leurs plantes, semences et savoir-faire traditionnel.

.Nous avons également demandé aux candidats aux élections de se prononcer sur l'aide publique au développement que la France accorde aux pays du Tiers-monde.

Cela suppose tout un travail d'information et de sensibilisation des membres du réseau, des médias et des autres organisations de solidarité internationale. Il faut aussi inviter à l'action, nous le faisons à travers des propositions de campagnes de lettres ou de signatures.

Des motivations fortes

Nous avons pris conscience des excès de la mondialisation libérale et de ses conséquences souvent très néfastes dans les pays moins développés, particulièrement parmi les couches les plus fragiles de ces pays, comme d'ailleurs aussi dans les pays dits riches.

Face à cela, nous ne pouvons pas rester neutres. Notre vocation et notre mission de chrétien, et plus encore de religieux (ses), nous obligent à prendre position: c'est *l'amour préférentiel pour les plus pauvres* que Dieu a toujours manifesté tout au long de l'histoire de son Peuple, et souvent rappelé par Jean-Paul II lui-même dans ses lettres et ses interventions.

Nous ne pouvons pas, aujourd'hui, concevoir l'annonce missionnaire de la Bonne Nouvelle sans intégrer cette dimension de l'engagement pour la justice, dans sa dimension locale et immédiate mais aussi dans sa dimension internationale. Nous nous efforçons d'agir sur les causes profondes, structurelles, de l'injustice.

Des religieux et religieuses s'engagent

Tout cela, nous le faisons au nom de l'Evangile, pour manifester la compassion de Dieu et sa présence aujourd'hui au milieu des petits et de tous ceux et celles qui sont mis de côté alors que d'autres vivent dans l'abondance. Agir, s'engager pour la justice, c'est s'ajuster à la manière de faire de Dieu. Etre une présence qui remet debout et redonne dignité, c'est ce que Dieu veut et ce qu'il a toujours fait. Il ne le fera pas sans nous. Nous avons comme témoins du Christ à être des veilleurs, être de ceux qui alertent-
« *Ce que vous avez fait au plus petit de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait* » (Mt.25,40)

Toutes et tous nous sommes appelés. Il faut alors beaucoup d'humilité, de détermination, de confiance. Il faut aussi savoir faire silence. Le guetteur, le veilleur a besoin de silence pour pouvoir discerner la voix du monde et la voix de Dieu.

Frère Georges RIFFAULT

34 Avenue Reille –75014 Paris

« Il vaut mieux allumer une lampe, si petite soit-elle, que de se condamner à vivre dans l'obscurité! » (Cardinal Arinze)

« Quand tu frappes le gong, tu le frappes en un seul endroit et pourtant c'est tout le gong qui résonne! » (Père Teilhard de Chardin)

Un APPEL a été lancé sur internet par des producteurs africains de coton :

« Les subventions dont bénéficient les agriculteurs de l'Union Européenne et des Etats-Unis ont des effets pervers sur les économies des pays pauvres, car elles entraînent une surproduction et donc la chute des cours sur le marché mondial. Ces subventions menacent gravement le coton africain et donc l'avenir de millions de producteurs et les économies de nombreux pays comme celles du Bénin, du Burkina Faso et du Mali.

Aussi nous demandons solennellement aux U.S.A. et à l'U.E. de supprimer leurs subventions aux producteurs de coton.

Nous demandons à tous ceux qui veulent construire un monde plus juste et fraternel de se joindre à nous pour faire pression sur les Etats-Unis et l'Union Européenne pour qu'ils suppriment ces subventions. »

La création du Réseau Foi et Justice Afrique-Europe permet *une présence en Europe tout en gardant des liens très forts avec l'Afrique*, avec un *Secrétariat central* à Bruxelles et des *Antennes* dans les principaux pays de l'Union Européenne et en Suisse, ainsi que, de plus en plus, en Afrique même.

Son but: Permettre un travail de plaidoyer (lobbying) auprès des *décideurs*, en privilégiant le domaine des injustices économiques comme fil rouge pour l'action.